

## ÉQUILIBRE TRÈS INSTABLE

# Demain, tous fragiles ?

C'est la crise ! Parfois galvaudée, l'expression revêt aujourd'hui un caractère urgent. Car cette crise profonde, durable, quotidienne et l'insécurité sociale qui s'installe et devient « mode de vie », voient naître une nouvelle classe : le précariat. Ou quand la précarité n'est plus un état transitoire mais une situation permanente qui se généralise à une foule d'individus : des immigrés en situation irrégulière aux travailleurs précaires, des accidentés de la vie aux « jeunes sans » (sans emploi, sans logement, sans repères). Lueurs d'espoir dans l'avenir sombre qui se profile, la résistance s'organise. Notamment au niveau local, par petites touches, ici, à travers une droguerie sociale, là, via un partenariat associatif dynamique.

ntérimaires, sans emploi, bas salaires, artistes, illégaux exploités, pigistes, stagiaires, employés subventionnés...

Ensemble, ils forment une « classe » qui jusqu'ici se maintenait sur le fil du rasoir mais qui sombre peu à peu dans une précarité sans fond. Cette classe sociale émergente, on l'appelle « le précariat » (voir aussi encadré). Le terme n'est pas vraiment neuf, mais la classe grandit au fil des conséquences des crises qui s'enchaînent, de la hausse de loyers à celle du carburant, de l'abandon de certaines subventions à la prochaine fermeture d'usine. Dans son dernier ouvrage, l'ethnologue français, Marc Augé (*Journal d'un SDF*, Seuil) met en scène l'apparition de cette nouvelle catégorie de pauvres, ceux qui ont un emploi ou une retraite mais un revenu insuffisant pour payer un loyer, ces travailleurs pauvres (working poor), qui ne peuvent plus assurer des conditions de vie décente à leur famille.

## DU BOULOT À TOUT PRIX

Il y a quelques années déjà, le philosophe et sociologue Robert Castel s'interrogeait sur cette condition permanente de la précarité. « On a eu souvent tendance à se la représenter comme une situation atypique, plus ou moins marginale par rapport au marché régulier du travail, et le plus souvent provisoire. La précarité serait alors une étape dans un parcours professionnel. Mais si elle était en train de devenir un état ? », interrogeait-il alors. Lors d'une conférence donnée en février dernier à Bruxelles (Université Populaire), il analysait « l'institutionnalisation de cette « société du précariat » qui s'impose petit à petit aux dépens de la « société du salariat », celle qui garantissait un statut et des protections au travailleur ».

Exit donc l'emploi stable et protégé, « l'emploi à temps plein, programmé pour durer et encadré par le droit du travail et par la protection sociale ». On cumule aujourd'hui deux phénomènes : l'augmentation d'une population hors travail que rien ne semble pouvoir enrayer et la multiplication des emplois « atypiques » (contrats à durée indéterminée, missions d'intérim, temps partiels de toutes formes), que Robert Castel qualifie de « sous-emplois ». Parallèlement, le philosophe français rappelle la pression à l'emploi (culpabilisation des inactifs, renforcement des contrôles et des contraintes) qui pousse à accepter n'importe quel boulot, à vendre sa force de travail à n'importe quel prix.

Comme le souligne François Schreuer dans la Revue *Politique*, « l'intégralité de notre existence est désormais tendue non seulement vers l'accroissement de notre employabilité – c'est-à-dire la « responsabilité » des individus vers qui sont transférés le risque social et de la charge d'adaptation aux nouveaux modes de production – mais constitue même en tant que tel une source de revenus pour le capital ».

### UNE CLASSE, UNE FORCE

Mais ce précarité, ce n'est pas juste un concept de sociologue, d'anthropo-

## PRÉCARIAT, L'AVENIR NOIR

Formé au départ des mots « précarité » et « salariat », le terme « précarité » désigne les travailleurs précaires en tant que nouvelle classe sociale. Il est constitué des personnes qui, sur le marché du travail, sont en situation de précarité permanente, c'est-à-dire d'incertitude économique. Le précarité recouvre les CDD, les conventions de stage, l'intérim, le travail clandestin, ainsi que le temps partiel imposé. Dans cette classe d'un genre nouveau se côtoient, involontairement, intellectuels surdiplômés, immigrés en situation irrégulière, étudiants et « travailleurs pauvres ».

A.D.

logue ou de philosophe. Selon l'Anglais Guy Standing (professeur d'économie, auteur de *Le Précarité, la nouvelle classe dangereuse*), cette « classe en devenir, où se forme la conscience d'une vulnérabilité partagée » possède un pouvoir bien réel : elle rassemble non seulement tous les travailleurs précaires, mais aussi « tous ceux qui ont le sentiment que leur vie et leur identité ne sont qu'un assemblage de morceaux épars, sur lequel ils ne peuvent bâtir un récit séduisant ni construire une carrière en combinant de manière durable différentes formes de travail et de labeur, de loisirs et d'oisiveté ».

« La gauche progressiste a intérêt à lui parler, avant que ce ne soit l'extrême droite qui s'en charge ! », prévient-il. Pour lui,

la gauche sociale a oublié un principe fondamental : « tous les mouvements progressistes se sont construits sur la colère, les besoins et les aspirations de la nouvelle classe émergente. » L'économiste met en garde : le lien entre précarité et montée du néo-fascisme en Europe est évident. L'Anglais propose donc de réinventer la très française trinité progressiste de l'égalité, de la liberté et de la fraternité. « Cette politique sera fondée sur le respect des principes de sécurité économique et de toutes les formes de travail et de loisirs, et non sur l'ouvriérisme austère de la société industrielle. Le précarité l'a bien compris, et la gauche ferait bien de l'écouter. »

Annelise DETOURNAY

## Des relations, des solutions

L'associatif doit faire face au flot croissant de nouveaux précaires. Pour y remédier, à Charleroi, on marie l'art de la débrouille, de la mise en réseau et de l'optimisme sans faille.

« Depuis deux-trois ans, on voit atterrir chez nous des gens qui, jusque là, s'en sortaient. Alors, on doit être inventifs, chercher de nouvelles solutions pour répondre à ces demandes », explique Anne-Catherine Rizzo, coordinatrice de Relogeas, une association de promotion du logement qui, à travers des projets innovants, tente d'apporter des réponses diversifiées aux personnes sans abri, en état de précarité et en voie d'insertion socioprofessionnelle...

L'arme absolue de cette débrouille à la carolo ? Le développement de réseaux et de partenariats. « C'est la clé. Ensemble, on a plus d'idées. Et ensemble, on peut les mettre en œuvre. On trouve des solutions sur un coin de table, on monte des projets au détour d'une réunion... À nous, cela nous permet de nous battre sur tous les fronts en même temps : de la rénovation de logements sociaux basse consommation à la



recherche de lieux d'accueil pour anciens détenus. »

### VOLONTAIRES

À Charleroi, le projet modèle sur lequel lorgnent d'autres régions, c'est le GPL – le

Groupe Partenariat Logement. Un groupe informel qui planche sur des problèmes concrets depuis de nombreuses années et vient de se constituer en association de fait. Son truc en plus ? Il rassemble, une fois par mois, une dizaine de structures publiques et privées

« Il y a une condition pour que ça marche : chacun est là sur une base volontaire,

bénévole. Personne ne vient avec un mandat officiel de sa structure, personne n'est désigné d'office. C'est grâce à l'envie de se rencontrer pour échanger, mettre sur pied des remèdes parfois un peu fou, que ce groupe tient. Si on nous l'imposait, de façon institutionnelle, ça ne fonctionnerait pas comme ça », explique Dany Baudoux (Espace Citoyen). La formule

régionale presque magique pour lutter contre la précarité se compose donc de réseaux interconnectés, de volonté à toutes épreuves, d'idées téméraires et d'une bonne dose d'inventivité. À suivre ?

Annelise DETOURNAY

## INNOVATION SOCIALE

# Tornade blanche pas cher !

Luc Swynen fait partie du million et demi de Belges actifs dans le volontariat. À Auderghem, il lutte contre la précarité au sein de la Croix-Rouge. Dernière innovation : la droguerie sociale bio.

**B**ouillant président de la section d'Auderghem de la Croix-Rouge, Luc Swynen est à la fois rêveur et pragmatique. Rêveur ? Mais oui, tout en étant monteur de projets sociaux. Un coup d'œil sur le site donne une idée de la palette de services que son équipe réalise et projette sous sa houlette de trente ans d'expérience.

Alors quelle mouche le pique en voulant créer une « droguerie sociale » ? Comme s'il n'y avait rien de plus urgent ? Existe déjà le Centre de distribution de vivres qui depuis soixante ans couvre l'action sociale des différentes paroisses d'Auderghem. Les personnes dans la précarité s'y fournissent à prix modique en gardant leur dignité de payant : deux cent cinquante personnes concernées, des colis alimentaires à quatre-vingt-cinq familles : pas mal !

Mais le choix est limité, particulièrement en droguerie. Or un ménage moyen dépense environ 250 € par an pour ses produits de nettoyage. C'est énorme par rapport à une allocation qui va de six cents à un millier d'euros tout au plus par mois. Il y aurait moyen de diviser la dépense par cinq.



### CRÉER SES PRODUITS DE DROGUERIE.

Une manière originale de combattre la précarité.

### CES PRODUITS D'AUTREFOIS

Le Comité d'Auderghem donne le feu vert pour construire un projet pilote. Et tant qu'à faire, pourquoi ne pas proposer des produits naturels pour l'entretien domestique et corporel ? Le vinaigre blanc, le savon de Marseille, les huiles essentielles et autres bicarbonate de soude... Autant de produits ménagers non toxiques qu'utilisaient nos aïeux pour entretenir maisons et vêtements. De plus, les personnes précarisées sont elles aussi sensibles à la réduction de l'empreinte écologique et à préserver la planète.

Confiant dans le travail d'équipe, Luc Swynen s'entoure de cinq bénévoles qui s'investissent dans le projet. Ils commencent par une étude de marché et la visite des épiceries sociales, sans oublier de solliciter les conseils d'experts. Réalistes, ils déposent une demande de subside auprès du Secrétariat d'État en charge de la lutte contre la pauvreté et obtiennent 10.000 € pour acheter le matériel et démarrer l'activité. Les futurs formateurs vont suivre alors une formation à Eco-conso, le réseau d'associations qui, avec le soutien de la Wallonie, organise des cours pour sensibiliser



le public à diminuer la consommation d'énergie.

### PROJET PILOTE RIME AVEC EUROPE

Comment sont informés les amateurs de cette droguerie écologique et bon marché? La Croix-Rouge d'Auderghem ne manque pas de partenaires dont les assistantes sociales du CPAS et des services de médiation de dette. Il est proposé aux

futurs clients de suivre deux modules de deux heures de formation aux produits et de découvrir les huit premières recettes de grand-mère que parfois certains essaient déjà vaille que vaille à la maison. Les dates sont fixées dès la mi-novembre et les inscriptions ont commencé avec un choix d'horaire souple. Le projet est appelé à se greffer sur les épicerie sociales et les vestiboutiques. Même la Croix-Rouge européenne s'intéresse à ce projet unique en Europe. C'est un

encouragement, car en allant d'une idée à l'autre, il laisse entrevoir bien des développements, dont la cosmétique qui apportera elle-aussi ses secrets de fabrication.

Godelieve UGEUX

<http://www.croixrougeauderghem.be.preview02.net4all.ch/fr/accueil/index.html>

<http://www.ecoconso.be/Presentation-d-ecoconso#historique>

## L'ASILE, UN LEURRE ?

# Non-désignation, Code 207, et ensuite ?

Parmi les plus pauvres, s'allonge la file des demandeurs d'asile. Avant même qu'il soit statué sur leur sort, le réseau d'accueil mis en place par l'État belge est saturé.

Comme tous les demandeurs d'asile, Sachini, maman tamoule de quatre enfants arrivée en Belgique voici deux ans, a longuement attendu dans la file pour se faire enregistrer à l'Office des étrangers. Elle a eu de la chance car Fedasil lui a attribué un «code 207», ce qui veut dire que sa demande était recevable. Envoyée à Liège, elle a été accueillie par le Centre d'accueil de l'aide aux personnes déplacées qui l'a installée dans un appartement financé par Fedasil. Mais les mois se sont écoulés, et voici qu'elle vient d'apprendre que ses derniers recours sont refusés. Dès notification officielle, elle devra quitter l'appartement où elle vit et se retrouvera à la rue avec l'ordre de quitter le territoire.

L'époux de Sachini étant resté au Sri Lanka où la situation politique est moins défavorable, il serait plus raisonnable de retourner avec les enfants au pays. Tout comme s'y sont résolues quelque 387 personnes en septembre dernier, à savoir deux fois plus que l'an passé au même mois, ce dont s'est alors réjoui Fedasil.

### LE RÉSEAU D'ACCUEIL EST SATURÉ

Satisfaction de courte durée, car voici qu'en octobre se sont présentés quelque 2.600 demandeurs d'asile. Que vont-ils devenir, qui plus est avant l'hiver? Disséminés dans les rues, ils errent, cherchant

de l'aide, comme cette mère afghane à qui a été signifiée une lettre de «non-désignation», document attestant que Fedasil est incapable de l'accueillir parce que le réseau d'accueil est complètement saturé. Le dernier recours est alors le CPAS... lui-même débordé! Ce fait raconté par un avocat à *La Libre Belgique* est monnaie courante et risque de s'intensifier. Les travailleurs de Fedasil connaissent les répercussions des décisions qu'ils doivent prendre. Souvent ils deviennent malades car la charge émotionnelle est lourde. Comment départager en toute justice qui aura son code 207 et qui sera renvoyé à son sort?

La loi a confié à Fedasil la mission d'accueillir les demandeurs d'asile, de leur assurer l'aide matérielle et une place d'accueil. «*Mais en trois ans, à 10.000 reprises, l'État belge a été incapable de fournir à un demandeur d'asile l'accueil et l'accompagnement auquel il a droit*», dit le Ciré, plateforme qui coordonne vingt-trois associations actives dans l'accueil des réfugiés.

### UNE POLITIQUE IRRESPONSABLE

À Liège, l'Aide aux personnes déplacées, via le Ciré, fait partie du réseau d'accueil. Avec son centre de service social, il assure un accompagnement aux migrants auquel s'ajoutent diverses animations et des cours de langues.

Marina Ruiz Alcedo y est assistante sociale et a connu les évolutions politiques et institutionnelles du droit d'asile. «*Jusqu'à l'ouverture du Petit château en '88, les gens trouvaient refuge en Belgique dans le cadre de programmes d'accueil liés aux pays où sévissaient des dictatures. Sont ainsi arrivés des Latinos, des Haïtiens, des Ghanéens... Le Haut commissariat aux réfugiés décidait de la validité d'une demande selon qu'elle correspondait ou non aux critères de la convention de Genève. Peu de personnes arrivaient isolément. Mais la situation a évolué et aujourd'hui on est proche de la crise humanitaire. Il faut ouvrir davantage de centres d'accueil, même si ce n'est pas positif d'y concentrer les personnes et de les empêcher de travailler. Pris dans la machine institutionnelle, et arbitrairement envoyés dans les centres dans tous les coins de Belgique, les personnes prises en charge se dépersonnalisent insensiblement et ont du mal à reprendre une vie normale.*»

Comment retrouver une vie «normale» si le pays d'accueil ne trouve pas une meilleure réponse au désarroi et à la misère de personnes qui ne savent même plus où aller dormir?

Godelieve UGEUX

Fedasil est l'Agence fédérale qui a pour mission l'accueil des demandeurs d'asile en Belgique.